

La Grande-Bretagne se voile la face

BERNARD KEPPE
Chief Economist,
CBC Banque.

■ Et l'Union européenne est aveugle. Si la Grande-Bretagne quitte l'UE, trois options s'offriront à David Cameron pour déterminer ses nouveaux liens avec l'Union.

I don't love Brussels, I love Britain", voilà des propos que David Cameron pourrait bien regretter le soir du 23 juin prochain. L'accord arraché vendredi dernier, essentiellement pour des raisons électoralistes, rentre en contradiction avec les principes fondamentaux de l'Union européenne. Visionnaire ou simplement réaliste, de Gaulle nous avait pourtant prévenus en déclarant dès 1963 : "La nature, la structure, la conjoncture, qui sont propres à l'Angleterre diffèrent de celles des Etats continentaux." Et ses propos résonnent encore plus fort aujourd'hui, lui qui s'interrogeait lors de cette conférence de presse sur les véritables intentions de l'Angleterre. Avec cet accord, cette dernière affirme ses divergences et son statut particulier. Et surtout, elle renvoie l'image désastreuse d'une UE qui recule.

Les premiers fils d'un détricotage

L'amertume règne donc dans les rangs européens. D'une part, parce que cet accord ouvre la voie à d'autres pays pour négocier un statut spécial en fonction de considérations électorales ou autres. A lui seul, l'accord sur les allocations sociales inspire d'autres pays comme l'Allemagne.

Les Européens ont d'autre part donné le sentiment de perdre leur temps sur des questions de détail. Or il y a urgence, l'Europe est confrontée à

une crise d'une ampleur inédite. En effet, le risque d'un abandon de Schengen, sous la pression migratoire, aurait des conséquences désastreuses. L'institut Prognos chiffrait à 470 milliards d'euros sur 10 ans les conséquences d'un abandon de Schengen pour l'UE. Celle-ci tomberait alors en récession et aurait bien du mal à se redresser, sans tenir compte de l'impact en termes de crédibilité internationale.

Enfin, outre ce problème migratoire, l'UE se cherche un nouveau souffle et doit impérativement régler le problème du chômage des jeunes, réduire les inégalités, et surtout porter des programmes de recherche et d'investissement pour s'assurer un avenir.

Les options du 23 juin

L'entrée en lice de Boris Johnson rebat les cartes avant même qu'elles ne soient distribuées et ajoute à la perspective de voir la Grande-Bretagne quitter l'UE. Si cette issue devait se confirmer, plusieurs options s'offriront à Cameron pour renégocier son accord avec l'UE.

1 Une première option consisterait à rejoindre l'Espace économique européen comme la Norvège l'a négocié à l'époque. Ce scénario est pourtant difficilement envisageable pour deux raisons. D'abord parce que dans ce cas, la contribution des Anglais resterait inchangée et ceux-ci devraient appliquer plus largement les réglementations de l'UE. Car, comme l'a

souligné Charles Michel, l'accord de vendredi dernier donne un statut particulier à la Grande-Bretagne qui ne tient que si elle reste dans l'UE. Cameron devrait donc tout renégocier.

C'est probablement à ce moment-là qu'il pourrait regretter amèrement son "I don't love Brussels, I love Britain". Ensuite, parce que dans ce cas la Grande-Bretagne perdrait ses représentants au sein du Conseil européen, au Parlement européen, et à la Commission entre autres. Totalement inenvisageable si elle doit respecter les réglementations européennes sans pouvoir les influencer.

2 Négocier des accords bilatéraux avec l'UE, comme la Suisse, s'annonce comme une seconde alternative. La Grande-Bretagne ne devrait plus appliquer qu'une partie des réglementations de l'UE et réduirait fortement sa contribution au budget. Mais elle devrait par la suite négocier avec une UE qui ne lui ferait plus le moindre cadeau, et ce, dans chaque matière. L'impact économique d'un tel accord risquerait fort d'être négatif, pour les deux parties d'ailleurs.

3 Enfin, l'Angleterre pourrait trouver un accord dans le cadre de l'OMC. Plus de règles de l'UE à appliquer, plus de normes européennes, une liberté tarifaire totale. Mais en contrepartie, certaines exportations pourraient être soumises à des tarifs élevés, et en particulier le secteur des services pourrait être particulièrement pénalisé.

Quelle que soit l'issue, tout dépendra de la bonne volonté des Européens et du souvenir qu'ils auront gardé après ce round de discussions. Le coût d'un Brexit est difficilement chiffrable et certains

avancent un impact négatif entre 3 % et 6 % du PIB de la Grande-Bretagne sur les 10 prochaines années. Sans parler des conséquences politiques avec le risque de voir l'Écosse ou le pays de Galles vouloir rester dans l'UE.

Une Europe condamnée à végéter

Même si nous devions échapper à ce scénario du pire et qu'un sursaut permette à la Grande-Bretagne de rester dans l'UE, que de temps perdu et que d'énergie gaspillée en pure perte. Le triste spectacle donné lors de ce sommet tombe au moment où sort le livre de Marc Ferro "L'Aveuglement". Dans ce dernier, il s'interroge sur les raisons qui ont fait que l'on n'a pas su ou pu prévoir des événements qui nous ont pris au dépourvu comme la chute du communisme ou les crises économiques.

Ne soyons pas aveugles et espérons que nous n'ayons pas à nous contenter de relire inexorablement les propos de Paul Valéry repris dans ce livre, "*Il n'y aura rien eu de plus sot, dans toute l'histoire, que la concurrence européenne en matière politique et économique, comparée, combinée et confrontée avec l'unité et l'alliance européenne en matière scientifique. [...] Lutte qui n'est autre chose que le transport à longue distance des dimensions occidentales (et qui) entraîne fatalement le retour de l'Europe au rang secondaire que lui assignent ses dimensions, et duquel les travaux et les échanges internes de son esprit l'avaient tirée. L'Europe n'a pas eu la politique de sa pensée.*"

Au risque de végéter, l'Europe doit retrouver sa clairvoyance et se donner enfin les moyens politiques de sa pensée fondatrice. Souhaitons donc que ce sommet européen soit le dernier de ce genre.

De Gaulle nous avait pourtant prévenus dès 1963: "La nature, la structure, la conjoncture, qui sont propres à l'Angleterre diffèrent de celles des Etats continentaux." Ses propos résonnent encore plus fort aujourd'hui.